

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1413

[C — 27252]

22 AVRIL 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour la promotion des économies d'énergie

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6, VII;

Vu le décret du 17 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1993, notamment l'article 16, programme 12.01;

Vu le décret du 21 février 1991 portant création de commissions locales d'avis de coupure de gaz et d'électricité;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 septembre 1985 déterminant les catégories bénéficiaires d'un minimum d'électricité pour les usages domestiques, notamment l'article 1er;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée d'une part, par la nécessité d'intervenir auprès des personnes démunies afin de leur favoriser une économie de dépenses énergétiques ou un confort décent, d'autre part, par le fait que les procédures et les travaux nécessaires à cette intervention doivent être exécutés avant la prochaine période hivernale;

Sur proposition du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

Arrête :

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « ménage à revenu modeste » : ménage dont le revenu global maximal ressortit à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 septembre 1985 déterminant les catégories bénéficiaires d'un minimum d'électricité pour les usages domestiques;

2° « habitation » : immeuble ou partie d'immeuble où le ménage à revenu modeste a sa résidence principale, à l'exclusion des parties communes et à l'exception des résidences temporaires;

3° « guichet de l'énergie » : le service reconnu et subventionné par la Région wallonne, mis en place en vue de donner aux particuliers des informations personnalisées en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie;

4° « travaux » : des investissements mobiliers ou immobiliers qui permettent au ménage, soit de réduire substantiellement ses dépenses en matière d'énergie, soit de bénéficier d'un confort décent, tels que repris à l'annexe au présent arrêté.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la Région wallonne peut accorder des subventions aux ménages à revenu modeste afin de les encourager à effectuer des travaux permettant de réaliser des économies d'énergie ou de l'utiliser rationnellement dans leur habitation.

**Art. 3.** Ne peuvent faire l'objet de ces subventions :

- les travaux immobiliers à effectuer dans des logements sociaux ou des bâtiments publics;
- les travaux immobiliers ressortissant à l'application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990, modifié par arrêté du 19 décembre 1991, instaurant une prime à la réhabilitation des logements insalubres améliorables situés en Région wallonne.

**Art. 4.** La subvention couvre la totalité du coût des travaux, jusqu'à concurrence de FB 50 000. Elle est liquidée directement au fournisseur et à l'entrepreneur.

**Art. 5.** Lorsque les travaux constituent des investissements mobiliers, ils sont la propriété du ménage à revenu modeste.

Lorsque les travaux constituent des investissements immobiliers, ils sont la propriété du propriétaire de l'immeuble.

Si le ménage à revenu modeste est locataire, les investissements immobiliers doivent, avant d'être entrepris, faire l'objet d'un accord du propriétaire et d'un engagement écrit de celui-ci vis-à-vis du ménage à revenu modeste :

- de lui maintenir le droit de location de l'immeuble loué pendant vingt-quatre mois à dater de la fin des travaux;
- de renoncer pendant la même durée à toute indemnité et à toute augmentation de loyer, hormis l'indexation légale.

**Art. 6.** D'initiative ou à la demande, soit le collège échevinal, soit la composante issue du Centre public de l'aide sociale de la Commission instituée par le décret du 21 février 1991 portant création de commissions locales d'avis de coupure de gaz et d'électricité, engage la procédure de subvention pour autant que le bénéficiaire soit un ménage à revenu modeste au sens de l'article 1er, 1°, du présent arrêté.

Il adresse au guichet de l'énergie le dossier de la demande.

**Art. 7.** Annuellement, la Région wallonne établit pour chaque guichet de l'énergie les cahiers des charges des fournitures et des travaux à réaliser. Après consultation de la concurrence, elle passe un marché de gré à gré, à bordereau de prix conformément à la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services. Elle détermine le délai de réalisation des travaux.

Le guichet de l'énergie accompagné du ménage bénéficiaire et, dans le cas où ce dernier est locataire et où il s'agit d'investissements immobiliers, du propriétaire de l'immeuble, procède à la réception des travaux.

Dès la réception effectuée par le guichet de l'énergie, la Région wallonne liquide le montant de la facture.

Art. 8. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 1993.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

#### ANNEXE

Telle que prévue à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour la promotion des économies d'énergie.

##### A. Liste

1. Travaux sur le système de chauffage et l'eau chaude sanitaire :
  - placement de nouveaux appareils à combustible ayant de meilleurs rendements;
  - remplacement de convecteurs électriques directs par des appareils électriques à accumulation et installation d'un compteur bi-horaire + frais annexes (vérification de la sécurité de l'installation);
  - remplacement de la chaudière ou du brûleur par de nouveaux appareils ayant de meilleurs rendements;
  - régulation du système de chauffage central et du chauffage d'eau chaude sanitaire;
  - isolation de la chaudière, du circuit de distribution d'eau chaude, des allèges derrière les radiateurs;
  - divers sur le système de chauffage : contrôle et remise en état du système de chauffage, ramonage ou tubage de la cheminée;
  - placement ou remplacement d'un boiler ou d'un chauffe-eau, notamment remplacement d'un chauffe-eau au gaz usagé et non raccordé à une cheminée;
  - divers sur le chauffage de l'eau chaude sanitaire : régulation, isolation des tuyaux de distribution d'eau chaude sanitaire, installation d'un compteur électrique bi-horaire, rationalisation de l'installation.
2. Travaux sur l'enveloppe du bâtiment :
  - isolation des toitures;
  - isolation des combles (planchers de grenier);
  - isolation des murs délimitant le volume chauffé du logement, qu'ils soient extérieurs ou en contact avec un local non chauffé;
  - isolation des portes extérieures ou fenêtres;
  - réduction des infiltrations d'air.
3. Travaux jugés nécessaires par le guichet de l'énergie en fonction de cas particuliers pour autant qu'il s'agisse de l'accessoire d'un principal ci-avant repris dans la liste.

##### B. Critères

- l'isolation des planchers, des murs, des toitures et des combles doit apporter une résistance thermique supplémentaire minimum de 1,2 m<sup>2</sup> K/W.
- sont considérés comme matériaux d'isolation ceux dont la conductibilité thermique, selon les normes belges NBN de série B62 et/ou des normes belges spécifiques ou des agréments techniques, est inférieure ou égale à 0,080 W/m.K;
- en cas d'isolation de toiture plate selon le principe de la toiture inversée, le système d'isolation doit avoir un agrément octroyé par l'Union belge pour l'Agrément technique dans la Construction;
- en cas de remplacement d'appareils de production de chaleur, l'équipement doit satisfaire à un des critères suivants :
  - \* label « HAUT RENDEMENT » défini par l'Association royale des Gaziers belges;
  - \* label « OPTIMAZ » défini par TECHNICOOL pour les équipements alimentés au mazout;
  - \* marque de conformité BENOR pour les générateurs au charbon;
  - \* marque de conformité CEBEC pour les appareils électriques.
- en cas d'appropriation de l'installation électrique et/ou de gaz, non compris le remplacement des appareils de chauffage ou de production d'eau chaude, une attestation de mise en conformité aux dispositions légales doit être fournie par l'entrepreneur enregistré.

#### ÜBERSETZUNG

##### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 1413

[C — 27253]

#### 22. APRIL 1993. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung von Zuschüssen an Haushalte mit bescheidenem Einkommen für die Förderung von Energiesparungen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6 VII;

Aufgrund des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1993, insbesondere Artikel 16, Programm 12.01;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Februar 1991 zur Errichtung von lokalen Gutachterskommissionen über Gas- und Stromabsperrung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. September 1985 zur Festlegung der Kategorien von Bezugsberechtigten für ein Minimum an Stromzufuhr für den Haushaltsbrauch, insbesondere des ersten Artikels;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 Absatz 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

In der Erwägung der Dringlichkeit, einerseits begründet durch die Notwendigkeit, sich für mittellose lebende Personen einzusetzen, um diesen das Energiekosten sparen oder eine annehmbare Bequemlichkeit anzubieten und andererseits durch die Tatsache, daß die für diese Einsetzung notwendigen Verfahren und Arbeiten vor der nächsten Winterzeit ausgeführt werden sollen;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Haushalt mit bescheidenem Einkommen » : Haushalt, dessen ~~gesamtes~~ ~~Höchste~~ ~~Einkommen~~ ~~der~~ ~~Anwendung~~ ~~vom~~ ~~ersten~~ ~~Artikel~~ ~~des~~ ~~Erlasses~~ ~~der~~ ~~Wallonischen~~ ~~Regionalexekutive~~ ~~vom~~ ~~16.~~ ~~September~~ ~~1985~~ ~~zur~~ ~~Festlegung~~ ~~der~~ ~~Kategorien~~ ~~von~~ ~~Bezugsberechtigten~~ ~~für~~ ~~ein~~ ~~Minimum~~ ~~an~~ ~~Stromzufuhr~~ ~~für~~ ~~den~~ ~~Haushaltsbrauch~~ ~~gehört~~;

2° « Wohnung » : Gebäude oder Gebäudeteil, wo der Haushalt mit bescheidenem Einkommen seinen Hauptwohnsitz hat, außer den Gesellschaftsräumen und mit Ausnahme der zeitweiligen Wohnsitze;

3° « Energieschalter » : den von der Wallonischen Region anerkannten und subventionierten Schalter, der eingerichtet worden ist, um den Privatpersonen individuelle Informationen über die rationale Benutzung der Energie zu geben;

4° « Arbeiten » : die Mobilien- und Immobilieninvestitionen, die dem Haushalt die Möglichkeit geben, entweder seine Energieausgaben bedeutend zu verringern oder eine annehmbare Bequemlichkeit zu genießen, wie sie in der Anlage des vorliegenden Erlasses erwähnt sind.

**Art. 2.** Soweit es die verfügbaren Haushaltsmittel erlauben kann die Region den Haushalten mit bescheidenem Einkommen Zuschüsse gewähren, um sie bei der Ausführung von Arbeiten, die das Energiesparen oder eine rationale Energieverwendung in ihrer Wohnung ermöglichen, zu unterstützen.

**Art. 3.** Die folgenden Arbeiten können Gegenstand dieser Zuschüsse nicht sein :

- die Immobilienarbeiten, die in Sozialwohnungen oder öffentlichen Gebäuden auszuführen sind;
- die Immobilienarbeiten, die zu der Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990, abgeändert durch den Erlaß vom 19. Dezember 1991, zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitschädlichen Wohnungen gehören.

**Art. 4.** Der Zuschuß deckt die gesamten Arbeitenkosten bis zur Höhe von 50 000 BEF. Er wird dem Lieferant und dem Unternehmer direkt ausgezahlt.

**Art. 5.** Wenn die Arbeiten in Mobilieninvestitionen bestehen, sind sie das Eigentum des Haushalts mit bescheidenem Einkommen.

Wenn die Arbeiten in Immobilieninvestitionen bestehen, sind sie das Eigentum des Hauseigentümers.

Wenn der Haushalt mit bescheidenem Einkommen Mieter ist, muß der Eigentümer seine Zustimmung für die Immobilieninvestitionen vor deren Ausführung gegeben haben, und sich gegenüber dem Haushalt mit bescheidenem Einkommen schriftlich verpflichten,

- ihm den Mietanspruch auf das gemietete Gebäude für eine Periode von vierundzwanzig Monaten ab dem Ende der Arbeiten zu erhalten;
- während derselben Periode auf jede Vergütung und auf jede Mietpreiserhöhung außer der gesetzlichen Indexierung zu verzichten.

**Art. 6.** Aus eigener Initiative oder auf Antrag hin leitet entweder das Schöffenkollegium oder die Bestandteile, die aus dem öffentlichen Sozialhilfeszentrum durch das Dekret vom 21. Februar 1991 zur Errichtung von lokalen Gutachtenskommissionen über Gas- und Stromabsperrung stammt, das Zuschußverfahren, soweit der Bezugsberechtigte im Sinne von Artikel 1 1° des vorliegenden Erlasses ein Haushalt mit bescheidenem Einkommen ist.

Er schickt dem Energieschalter die Antragsunterlagen zu.

**Art. 7.** Die Wallonische Region stellt jährlich für jeden Energieschalter die Lastenhefte der auszuführenden Lieferungen und Arbeiten aus. Nach Durchsicht der Mitbewerbung schließt sie einen freihändigen Auftrag gemäß des Gesetzes vom 14. Juli 1978 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen. Sie bestimmt die Ausführungsfrist der Arbeiten.

Der Energieschalter nimmt zusammen mit dem bezugsberechtigten Haushalt und, wenn dieser Mieter ist und wenn es sich um Immobilieninvestitionen handelt, mit dem Eigentümer des Gebäudes die Abnahme der Arbeiten vor.

Sofort nach der vom Energieschalter vorgenommenen Abnahme zahlt die Wallonische Region den Betrag der Rechnung aus.

**Art. 8.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 1993

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,  
A. LIENARD

## ANLAGE

wie sie in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung von Zuschüssen an Haushalte mit bescheidenem Einkommen für die Förderung von Energiesparungen vorgesehen ist.

## A. Liste

## 1. Arbeiten auf der Heizungs- und Warmwasseranlage

- Ausstattung mit neuen Verbrennungsgeräten mit einer besseren Leistung;
- Ersetzung von direkten Elektrokonvektoren durch Speicherelektrogeräten und Installation eines Tag- und Nachtzählers + Nebenkosten (Sicherheitsüberprüfung der Anlage);
- Ersetzung des Kessels oder des Brenners durch neue Geräte mit einer besseren Leistung;
- Regulierung der Zentralheizungsanlage und der Heizung des Warmwassers;
- Isolierung des Kessels, des Warmwasserverteilungskreises, der Stützmauer hinter den Radiatoren;
- Verschiedene Arbeiten auf der Heizungsanlage : Überprüfung und Instandsetzung der Heizungsanlage, Schornsteinfegen und -verrohrung;
- Installation oder Ersetzung eines Boilers oder eines Warmwasserbereiters, insbesondere Ersetzung eines verbrauchten und nicht an einen Schornstein angeschlossenen Gaswassererhitzers;
- Verschiedene Arbeiten auf die Heizung des Warmwassers : Regelung, Isolierung der Warmwasserverteilungsröhren, Installation eines Tag- und Nachtzählers, Rationalisierung der Anlage.

## 2. Arbeiten auf dem Mantel des Gebäudes

- Isolierung der Dächer;
- Isolierung des Dachbodens (Boden des Speichers);
- Isolierung der das geheizte Volumen abgrenzenden Wände, die Außenwände oder im Kontakt mit einem nicht geheizten Raum sind;
- Isolierung der Außentüren oder -fenster;
- Reduzierung der Luftinfiltrationen.

3. Arbeiten, die vom Energieschalter je nach den Sonderfällen als notwendig angesehen sind, vorausgesetzt, daß es sich um eine Nebensache einer in der vorstehenden Liste erwähnten Hauptsache handelt.

## B. Kriterien

- Die Isolierung der Fußboden, der Mauer, des Daches und des Dachbodens soll eine zusätzliche Wärmemindestwiderstand von 1,2 m<sup>2</sup> iK/W bringen.
- Die Materialien die als Isolierungsmaterialien angesehen sind, sind diejenigen, deren Temperaturleitfähigkeit nach den belgischen Normen NBN der Serie B62 und/oder den spezifischen belgischen Normen oder den technischen Zulassungen nicht höher als 0,080 W/m.K ist.
- Im Fall der Isolierung eines Flachdaches nach dem Prinzip des M-Daches soll das Isolierungssystem eine vom Belgischen Verband für die technische Zulassung im Baufach gewährte Zulassung haben.
- Im Fall der Ersetzung von Wärmeerzeugungsgeräten soll die Anlage einem der folgenden Kriterien genügen :
  - \* von der « Königlichen Vereinigung der belgischen Gaswerkangestellten » bestimmten Zeichen « HOBE LEISTUNG »;
  - \* von TECHNICAL für die mit Heizöl gespeisten einrichtungen bestimmten Zeichen « OPTIMAZ »;
  - \* Prüfzeichen BENOR für die Kohlegeneratoren;
  - \* Prüfzeichen CEBEC für die Elektrogeräte.
- Im Fall der Aneignung der Strom- und/oder Gasanlage, ausschließlich der Ersetzung der Heizungs- oder Warmwassererzeugungsgeräte, soll eine Bescheinigung der Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen vom registrierten Unternehmer abgegeben werden.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 1413

[C — 27252]

**22 APRIL 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
tot toekenning van toelagen aan gezinnen met een bescheiden inkomen  
met het oog op de bevordering van energiebesparingen**

De Waalse Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, VII;

Gelet op het decreet van 17 december 1992 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1993, inzonderheid op artikel 16, programma 12.01;

Gelet op het decreet van 21 februari 1991 houdende oprichting van lokale adviescommissies inzake gas- en elektriciteitsafsluiting;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 september 1985 houdende bepaling van de categorieën van rechthebbenden op een minimum elektriciteit voor huishoudelijk gebruik, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd enerzijds door de noodzaak behoeftige personen bij te staan teneinde hen energiekosten te besparen en een degelijk comfort te verschaffen, en anderzijds door het feit dat de voor deze bijstand vereiste procedures en werkzaamheden vóór de komende winter moeten plaatsvinden;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « gezin met een bescheiden inkomen » : het gezin wiens globaal maximuminkomen verwijst naar artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 september 1985 tot bepaling van de categorieën rechthebbenden op een minimum elektriciteit voor huishoudelijke gebruiken;

2° « woning » : gebouw of gedeelte van een gebouw dat de hoofdwoonplaats van het gezin met een bescheiden inkomen is, met uitzondering van de gemeenschappelijke ruimten en van de tijdelijke verblijfplaatsen;

3° « energieloket » : de door het Waalse Gewest gesubsidieerde en erkende dienst ingesteld om particulieren verpersoonlijkte informatie te verschaffen omtrent het rationele energiegebruik;

4° « werkzaamheden » : roerende en onroerende investeringen die het gezin in staat stellen, hetzij zijn uitgaven inzake energie aanzienlijk te verminderen, hetzij een degelijk comfort te genieten, zoals bedoeld in de bijlage bij dit besluit.

**Art. 2.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten mag het Waalse Gewest gezinnen met een bescheiden inkomen toelagen toekennen om ze aan te zetten tot het verrichten van werkzaamheden met het oog op energiebesparingen of op het rationeel gebruik ervan in hun woning.

**Art. 3.** Komen niet in aanmerking voor de toelagen :

- de in sociale woningen of openbare gebouwen uit te voeren onroerende werkzaamheden;
- de onroerende werkzaamheden die onder de toepassing vallen van het besluit van de Waalse Executieve van 22 februari 1990, gewijzigd bij het besluit van 19 december 1991 tot instelling van een premie voor de renovatie van in het Waalse Gewest gelegen verbeterbare ongezonde woningen.

**Art. 4.** De toelage dekt het geheel van de kosten van de werkzaamheden ten belope van F 50 000 en wordt rechtstreeks uitbetaald aan de leverancier en aan de ondernemer.

**Art. 5.** Wanneer de werkzaamheden roerende investeringen zijn, behoren ze toe aan het gezin met een bescheiden inkomen.

Wanneer de werkzaamheden onroerende investeringen zijn, behoren ze toe aan de eigenaar van het gebouw.

Indien het gezin met een bescheiden inkomen huurder is, moet de eigenaar instemmen met de onroerende investeringen voordat ze worden aangevat, en het gezin met het bescheiden inkomen schriftelijk beloven :

- dat het recht behoudt om het verhuurde gebouw te blijven huren gedurende vierentwintig maanden te rekenen vanaf het einde van de werkzaamheden;
- gedurende dezelfde periode af te zien van elke huurvergoeding en -verhoging, met uitzondering van de wettelijke indexering.

**Art. 6.** Het college van burgemeester en schepenen of de component van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de commissie ingericht bij het decreet van 21 februari 1991 houdende oprichting van lokale adviescommissies inzake gas- en elektriciteitsafsluiting vat de betoelagingsprocedure op eigen initiatief of op verzoek aan voor zover de rechthebbende een gezin met een bescheiden inkomen is in de zin van artikel 1, 1°, van dit besluit.

Hij dient het aanvraagdossier aan het energieloket te richten.

**Art. 7.** Het Waalse Gewest stelt jaarlijks voor elk energieloket het bestek van de leveringen en de te verrichten werken op. Na raadpleging van de concurrentie plaatst het Gewest een onderhandse opdracht met een prijslijst overeenkomstig de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. Het Gewest bepaalt de uitvoeringstermijn van de werkzaamheden.

Het energieloket gaat samen met het rechthebbende gezin over tot de aanneming van de werkzaamheden en met de eigenaar van het gebouw indien het gezin huurder is en het om onroerende investeringen gaat.

Het Waalse Gewest vereffent het bedrag van de factuur zodra het energieloket tot de aanneming is overgegaan.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheden Energie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 1993.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

#### BIJLAGE

Zoals bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot toekenning van toelagen aan gezinnen met een bescheiden inkomen met het oog op de bevordering van energiebesparingen.

##### A. Lijst

1. Werkzaamheden aan het verwarmingssysteem en het sanitaire warme water :

- installatie van nieuwe brandstofoestellen met een beter rendement;
- vervanging van directe elektrische convectors door elektrische toestellen met een accumulator en installatie van een dag- en nachtelektriciteitsmeter + bijkosten (controle van de veiligheid van de installatie);
- vervanging van de verwarmingsketel of van de brander door nieuwe toestellen met een beter rendement;
- regulering van het systeem van de centrale verwarming en van de verwarming van het sanitaire water;
- isolatie van de ketel, van het verspreidingscircuit voor het warme water, van de steunmuren achter de radiatoren;
- varia over het verwarmingsysteem : controle en herstel van het verwarmingssysteem, vegen of verbuizing van de schoorsteen;
- installatie of vervanging van een boiler of een geiser, namelijk vervanging van een versleten gasgeiser die niet aansluit op een schoorsteen;

— varia over de verwarming van het sanitaire water : regulering, isolatie van de leidingen voor de toevoer van sanitair warm water, installatie van een dag- en nachtelektriciteitsmeter, rationalisatie van de installatie.

2. Werkzaamheden aan het gebouwmhulsel :

- isolatie van het dak;
- isolatie van de zolderruimte (zoldervloeren);
- isolatie van de muren waarbij het warmtevolume van de woning bepaald wordt;
- isolatie van de buitendeuren of -ramen;
- vermindering van de luchtinfiltraties.

3. Werkzaamheden die het energieloket naar gelang de bijzondere gevallen noodzakelijk acht voor zover het gaat om bestanddelen van een op voornoemde lijst opgenomen werkzaamheid.

B. Criteria

— De isolatie van de vloeren, de muren, de daken en de zolderruimte moet voor een bijkomende thermische weerstand van minstens 1,2 m<sup>2</sup> K/W zorgen;

— wordt als isolatiemateriaal beschouwd het materiaal waarvan het thermische geleidingsvermogen volgens de belgische NBN normen van reeks B62 en/of specifieke belgische normen of technische erkenningen kleiner of gelijk is aan 0.080 W/m.K;

— in geval van isolatie van een vlak dak volgens het principe van de omgekeerde dakbedekking moet het isolatiesysteem erkend zijn door de Belgische Vereniging voor de Technische Erkenning in de Bouw;

— in geval van vervanging van toestellen voor warmteproductie moet het toestel voldoen aan één van volgende criteria :

\* label « HAUT RENDEMENT » (Hoog Rendement) bepaald door de Koninklijke Vereniging der Belgische Gasvakkleden;

\* label « OPTIMAZ » bepaald door TECHNICOOL voor stooktoestellen;

\* gelijkvormigheidsmerk « BENOR » voor kolengeneratoren;

\* gelijkvormigheidsmerk « CEBEC » voor elektrische toestellen.

— in geval van toeëigening van de elektrische en/of gasinstallatie, de vervanging van de verwarmings- of produktietoestellen van warm water niet inbegrepen, moet de erkende aannemer een gelijkvormigheidsattest verstrekken dat aan de wettelijke bepalingen beantwoordt.

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

19 MAI 1993. — Arrêté royal fixant la composition du jury chargé de procéder aux examens sur la connaissance des langues française ou néerlandaise pour candidats aux fonctions de greffier, commis-greffier, rédacteur et employé de greffe

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, notamment l'article 53;

Vu l'arrêté royal du 29 septembre 1987 pris en exécution de cette loi et organisant les examens permettant aux candidats greffiers, commis-greffiers, rédacteurs et employés de greffe de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire;

Vu les dispositions de l'article 295 du Code judiciaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le jury chargé de procéder aux examens sur la connaissance des langues française ou néerlandaise prévus par l'article 53, § 6, de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, est composé ainsi qu'il suit pour les sessions de mai et novembre 1993 :

A. Président :

M. K. Van Herck, conseiller à la cour d'appel de Bruxelles.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

19 MEI 1993. — Koninklijk besluit houdende samenstelling van de examencommissie belast met het afnemen van de examens over de kennis van de Nederlandse of de Franse taal voor kandidaten voor het ambt van griffier, klerk-griffier, opsteller en beambte in een griffie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, inzonderheid op artikel 53;

Gelet op het ter uitvoering van die wet genomen koninklijk besluit van 29 september 1987 tot regeling van de examens waarbij de kandidaten griffier, klerk-griffier, opsteller en beambte in een griffie in de gelegenheid worden gesteld te bewijzen dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven;

Gelet op de bepalingen van artikel 295 van het Gerechtelijk Wetboek;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De examencommissie belast met het afnemen van de examens over de kennis van de Nederlandse of de Franse taal voorzien bij het artikel 53, § 6, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik van de talen in gerechtszaken, wordt als volgt samengesteld voor de zittingen van mei en november 1993 :

A. Voorzitter :

De heer K. Van Herck, raadsheer bij het hof van beroep te Brussel.